

Assemblée des délégués du 20 novembre 2024

Allocution d'ouverture

Markus Ritter, conseiller national et président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)

Chères déléguées et chers délégués de l'Union suisse des paysans,
Chères agricultrices et chers agriculteurs,
Mesdames et Messieurs,

On attribue au professeur et écrivain genevois Henri-Frédéric Amiel la citation suivante : mille choses avancent, neuf cent nonante reculent ; c'est là le progrès.

Pourquoi avoir choisi cette citation comme introduction à mon allocution d'ouverture de l'Assemblée des délégués de cette année ? Car nous, paysannes et paysans, avons de bonnes raisons de croire que les choses reculent plus qu'elles n'avancent. Nous nous sentons donc un peu comme Sisyphe : ce pauvre homme de la mythologie grecque était condamné à rouler une grosse pierre en haut d'une montagne. À l'approche du sommet, la pierre lui échappait et il devait tout recommencer.

Nous aussi essayons régulièrement des revers. Nous devons par exemple sans cesse faire face à de nouvelles initiatives. Nous composons année après année avec les intempéries ou de nouvelles obligations. Nous nous engageons pour des prix rémunérateurs et obtenons au final tout juste de quoi subsister. C'est ainsi que naît l'impression de ne pas avancer. Or, selon la citation de Henri-Frédéric Amiel, cette impression est trompeuse : certes 990 choses reculent, mais 1000 avancent.

Appuyons-nous sur nos progrès et nos succès pour rester optimistes et motivés. Cette année, je me suis réjoui avant tout de notre réussite dans la lutte contre l'initiative extrême sur la biodiversité. Son rejet n'allait pas de soi, car l'issue d'une votation est toujours incertaine lorsque les Suissesses et les Suisses sont peu concernés. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce résultat et sur les enseignements que nous pouvons en tirer. Une fois de plus, le front commun mené par l'ensemble de l'agriculture et l'engagement des familles paysannes ont été la clé de notre succès. C'est là notre grande force, notre coup d'avance sur les autres organisations du pays. Je profite de l'occasion pour remercier chaleureusement tous celles et ceux qui ont apporté leur contribution et mis la main à la pâte d'une manière ou d'une autre.

Les initiatives nuisibles à l'agriculture continuent hélas de déferler. Le 9 février déjà, le peuple devra se prononcer sur un nouveau projet extrême, à savoir l'initiative pour la responsabilité environnementale. Une acceptation de cette initiative bouleverserait complètement l'ensemble de l'économie et de l'agriculture. Les chances d'une acceptation sont certes plutôt minces, mais nous ne devons rien laisser au hasard. L'USP s'engagera dans la campagne nationale, qu'elle diffusera dans les zones rurales et l'agriculture, notamment en ligne et sur les réseaux sociaux. Nous nous abstenons de pousser les familles paysannes et les chambre cantonales d'agriculture à poser des panneaux ou des bâches afin de préserver leurs ressources. Je vous saurais gré cependant de sensibiliser vos familles, vos amis et vos connaissances pour qu'ils participent au vote. Les plus grands dangers sont l'abstention et l'oubli de voter, qui pourrait se traduire par un « oui ». Tenir une telle votation si peu de temps après Noël est dangereux également.

Moyennant l'achat de signatures, l'initiative dite « végi » de Franziska Herren a également abouti. Cette initiative porte le titre trompeur d'« Initiative pour une alimentation sûre ». Elle prévoit en réalité que la

Confédération impose une alimentation végétarienne à population suisse, la seule manière, selon son auteure, d'atteindre le taux d'auto-provisionnement net de 70 % réclamé à travers le texte. Cette initiative est aussi dite « achetée », car les initiants ont collaboré avec une entreprise rémunérée pour collecter des signatures. Une enquête des médias a montré que cette entreprise avait triché et réuni de fausses paraphes. De plus, l'initiative est un coup de force : il y a trois ans, la population votante a rejeté une première initiative au contenu similaire, présentée sous un autre titre. Le Parlement traitera de l'initiative végi en 2025 avant de la soumettre au vote populaire probablement en 2026. Dans ce cadre, il nous faudra redoubler d'efforts. Nous sommes en train de mettre en place une alliance pour le non, qui s'engagera ensuite dès les débats parlementaires en faveur d'un non sans contre-projet et qui mettra à disposition les instruments et les ressources nécessaires à la campagne de votation en temps voulu. Comme pour Sisyphe, tout recommence hélas.

Même lorsqu'il s'agit du budget agricole, nous devons trimer à remonter notre pierre année après année. À l'heure actuelle, la pierre est particulièrement grosse et lourde, car les finances fédérales sont déséquilibrées et la Confédération doit faire des économies. Pour nous, l'objectif est qu'aucune coupe ne soit pratiquée sur le dos des familles paysannes. En chiffres nominaux, le budget agricole est stable depuis 25 ans, alors que les dépenses fédérales ont augmenté de 80 %, soit 40 milliards de francs, pendant la même période. Aujourd'hui, le revenu agricole est dangereusement bas : le salaire horaire moyen s'élève à peine à 17 francs. Une amélioration de la situation économique est impérative pour une agriculture suisse durable sur le plan social, écologique et économique. L'augmentation incessante des exigences pour l'obtention des paiements directs constitue la raison principale de ce besoin. Les exploitations agricoles doivent constamment répondre à de nouvelles obligations suite à des décisions politiques. Ces obligations entraînent des dépenses et des coûts supplémentaires ou des rendements plus faibles et donc une baisse de revenu. Au lieu de réhausser les paiements directs pour compenser l'augmentation des prescriptions et le renchérissement, voilà que la Confédération veut les réduire. C'est de la pure malhonnêteté !

Les récoltes et les prix occupent la première place dans notre quotidien d'agricultrices et d'agriculteurs. Nous générons quatre cinquièmes de notre revenu grâce à la vente de nos produits. Malheureusement, la météo nous rappelle le mythe de Sisyphe. Existe-t-il encore une année où il tombe juste ce qu'il faut de pluie au bon moment ? S'il a souvent fait très sec pendant très longtemps ces dernières années, il n'a jamais vraiment cessé de pleuvoir en 2024. Au printemps déjà, il était difficile de trouver le meilleur moment pour semer du maïs ou des betteraves sucrières, ou encore pour planter des pommes de terre. L'herbe a bien poussé. Mais trouver le moment idéal pour faucher sans endommager le sol a représenté un grand défi. Les récoltes en été et en automne ont demandé beaucoup de souplesse, car les sols avaient à peine eu le temps de sécher. Nous savons très bien désormais que les années humides sont synonymes de récoltes inférieures à la moyenne la plupart du temps. Les maladies fongiques adorent l'humidité.

Sans oublier que la protection des cultures est de moins en moins garantie. Les produits phytosanitaires sont constamment interdits sans qu'il existe d'autres solutions efficaces. À l'heure actuelle, nous sommes confrontés à une mise en œuvre arbitraire des prescriptions de l'UE, c'est-à-dire que, concrètement, la Suisse interdit tout produit qu'interdit l'UE. Mais inversement, ce que l'UE autorise n'est pas forcément autorisé en Suisse. La société et la politique veulent davantage d'aliments d'origine végétale, mais l'évolution actuelle affaiblit la production de ce genre de denrées à différents niveaux. Il faut que cesse cette politique sans queue ni tête si nous voulons sérieusement promouvoir la production végétale.

Je pourrais encore aborder bien d'autres sujets, mais je ne veux pas abuser de votre attention. Pour conclure, je voudrais dire quelques mots sur les pas en avant. La ronde des votations populaires met à rude épreuve tant les familles paysannes que les ressources financières et humaines de toute l'agriculture. Mais ces initiatives ont du bon. En temps normal, il est très difficile d'attirer l'attention des médias en mettant

en avant les succès du secteur agricole. Personne ne s'intéresse au fait que le recours aux antibiotiques dans l'élevage d'animaux de rente en Suisse a diminué de 58 % en dix ans. Personne ne se réjouit que plus de la moitié des produits phytosanitaires utilisés soient d'origine bio. En revanche, beaucoup s'intéressent au fait qu'un hectare sur cinq de surface agricole sert aujourd'hui à promouvoir la biodiversité et que 81 % de ces surfaces sont mises en réseau, car il s'agit d'une information pertinente dans le contexte d'une votation populaire. Les votations nous aident donc à montrer nos succès à la population.

Une enquête menée cette année par l'institut de recherche Demoscope auprès de la population a permis d'établir les conclusions suivantes :

- 85 % des consommateurs-trices estiment que l'élevage des animaux de rente en Suisse est de meilleure qualité et plus respectueux des espèces qu'à l'étranger. Merci l'initiative sur l'élevage intensif.
- 76 % de la population est convaincue que les produits suisses sont plus écologiques que les produits étrangers. Merci les initiatives phytos extrêmes.
- 66 % des sondé-e-s s'accordent à dire que les exploitations agricoles suisses favorisent la biodiversité. La valeur semble faible, mais l'enquête a eu lieu au printemps et non en automne. Je suis sûr que la valeur serait actuellement plus élevée. Merci l'initiative biodiversité.

Chères agricultrices, chers agriculteurs, les 990 pas fait en arrière restent hélas bien ancrés dans notre esprit. Mais n'oublions pas que nous avons aussi fait 1000 pas en avant.

Et surtout, nous faisons front commun. Ensemble, nous pouvons faire bouger et réaliser beaucoup de choses. Conjuignons nos forces et poussons ensemble la pierre vers le haut. Ains soulagerons-nous Sisyphe dans son calvaire et atteindrons-nous nos objectifs.

C'est avec ces mots que j'ouvre l'Assemblée des délégués d'aujourd'hui et que je vous souhaite à toutes et tous la cordiale bienvenue.